

Cote du document: EB 2014/LOT/P.14/Rev.1
Date: 17 septembre 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de financement à la République d'Arménie pour le Programme d'appui à l'infrastructure et à la finance rurale

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Patrick Herlant
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2635
courriel: p.herlant@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du programme	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du programme	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du programme	7
A. Coût du programme	7
B. Financement du programme	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	12
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	13
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

FREDA	Fonds de développement économique des zones rurales en Arménie
IFP	Institution financière participante
IHZR	Infrastructure hydraulique dans les zones rurales
IRFSP	Programme d'appui à l'infrastructure et à la finance rurale
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Institut allemand de crédit pour la reconstruction)
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PTBA	Plan de travail et budget annuel
RFF	Fonds rural de financement
S&E	Suivi-évaluation
UEP	Unité d'exécution du programme
USAID	United States Agency for International Development

Republic of Armenia

Infrastructure and Rural Finance Support Programme

Final Design Report



Source: FIDA - 24/04/2014

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte de la zone du programme

République d'Arménie

Programme d'appui à l'infrastructure et à la finance rurale

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République d'Arménie
Organisme d'exécution:	Bureau du Premier Ministre
Coût total du programme:	52,8 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	7 250 000 DTS (équivalant approximativement à 11,0 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	231 000 DTS (équivalant approximativement à 0,35 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions mixtes, supportant un taux d'intérêt fixe de 1,25% en plus d'une commission de service de 0,75% l'an sur le montant de l'encours en principal avec un délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, à compter de la date d'approbation par le Conseil d'administration
Cofinanceurs:	Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP) Donateurs bilatéraux à confirmer
Montant du cofinancement:	Fonds de l'OPEP: 25 millions d'USD Donateurs bilatéraux: 2 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	10,1 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,5 millions d'USD
Contribution d'institutions financières nationales:	0,9 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République d'Arménie pour le Programme d'appui à l'infrastructure et à la finance rurale, telle qu'elle figure au paragraphe 51.

Proposition de prêt et don à la République d'Arménie pour le Programme d'appui à l'infrastructure et à la finance rurale

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'Arménie a surmonté les difficultés économiques consécutives à l'effondrement de l'Union soviétique et les conflits politiques du début des années 1990, et s'est engagée sur un chemin de rapide développement. Au cours des deux dernières décennies, la performance de l'économie arménienne est passée d'une contraction de 42% du PIB réel après l'effondrement de l'Union soviétique, à une croissance annuelle soutenue à des taux supérieurs à 10% de 2001 à 2008. Toutefois, la crise financière mondiale survenue en 2008, combinée à une réduction des envois de fonds, a de nouveau induit une forte contraction de l'économie atteignant, en 2009, 14%. Depuis lors, la croissance économique a connu une reprise progressive, passant de 2,2% en 2010 à 4,7% en 2011, et à 7,2% en 2012.
2. Selon les chiffres de 2010, un peu plus du tiers (36%) des 3,1 millions d'habitants que compte la population arménienne vit dans les zones rurales, et un autre tiers dans la capitale, Erevan, tandis que le reste se répartit entre les nombreuses petites agglomérations. Un quart environ des ménages ruraux ont une femme à leur tête.
3. L'agriculture représentait, en 2012, environ 20% du PIB, et constitue la principale source de moyens de subsistance dans les communautés rurales. Les terres agricoles représentent 70,7% de la superficie terrestre de l'Arménie. Le secteur de l'agriculture fournit un emploi à plus de 44% de la population économiquement active du pays, chiffre atteignant 65% dans les zones rurales.
4. Après l'effondrement de l'Union soviétique, la privatisation de l'agriculture a eu pour conséquence la détérioration et l'abandon d'une grande partie des systèmes d'irrigation auparavant utilisés par les fermes d'État, parce que les systèmes d'irrigation existants sur les exploitations n'étaient pas adaptés à l'agriculture paysanne. L'altitude généralement élevée des terres agricoles, la taille moyenne réduite des exploitations et l'abondance de la main-d'œuvre disponible dans certaines zones favorisent les secteurs agricoles à forte intensité de main-d'œuvre comme l'horticulture, la viticulture et l'élevage. En revanche, l'Arménie est relativement défavorisée pour ce qui concerne les cultures marquées par de fortes économies d'échelle, comme les céréales.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. L'analyse des données relatives à la pauvreté montre que les producteurs ruraux qui obtiennent les meilleurs résultats dans la lutte contre la pauvreté en Arménie sont ceux qui accroissent leurs revenus grâce à la culture et la vente de produits de rente. Cette donnée est une résultante logique de l'avantage comparatif de l'Arménie

dans le domaine de l'horticulture de rente à forte intensité de main-d'œuvre. Les paysans souhaitant pratiquer des cultures de rente se heurtent à trois principaux obstacles: manque d'accès au financement; accès insuffisant à l'eau d'irrigation résultant de l'absence ou du mauvais état de l'infrastructure d'irrigation; et sensibilisation et savoir-faire limités quant aux technologies appropriées. Il est par conséquent important, pour parvenir à une réduction durable de la pauvreté, de lier trois éléments: i) infrastructure d'irrigation; ii) accès au financement; et iii) conseil technique et formation adéquate. Le Programme d'appui à l'infrastructure et à la finance rurale (IRFSP) combine ces trois éléments.

6. La Stratégie de développement durable 2012-2030 adoptée par le gouvernement met l'accent sur le développement du secteur agricole, considéré comme domaine prioritaire. Sa Stratégie de développement agricole 2010-2025 souligne la nécessité d'une intensification et d'une augmentation de la valeur ajoutée de la main-d'œuvre agricole et rurale. Le gouvernement a manifesté un vif intérêt pour l'inclusion dans l'IRFSP de composantes réussies des précédentes interventions du FIDA en faisant intervenir des unités existantes expérimentées concernées par la finance rurale: le Fonds rural de financement (RFF) et le Fonds de développement économique des zones rurales en Arménie (FREDA), tous deux mis en place dans le cadre de précédents programmes du FIDA¹. L'IRFSP sert de complément aux programmes de développement de la Banque asiatique de développement (BAsD), de la Banque mondiale, de la United States Agency for International Development (USAID) et de la banque de développement KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau – Institut allemand de crédit pour la reconstruction).

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

7. Les paysans et les ménages ruraux pauvres conduisant des activités agricoles dans les zones couvertes par d'anciens périmètres irrigués étatiques aujourd'hui vétustes ou inefficaces constituent le groupe cible principal du programme. Pour ce groupe, la migration et la focalisation sur les activités agricoles de subsistance figurent parmi les principales stratégies de survie. Toutefois, ces activités sont freinées par le manque d'accès à l'eau d'irrigation, aux services financiers ruraux, aux nouveaux modules technologiques et aux compétences commerciales connexes. Le ciblage prendra spécifiquement en considération les ménages vulnérables ayant une femme à leur tête et les jeunes, en créant des activités de sensibilisation et d'appui à ces groupes afin de leur permettre de tirer parti des possibilités offertes par le programme. Les ménages disposent d'une superficie d'environ 1,4 hectare, sur laquelle ils appliquent habituellement un système de production diversifié à base de cultures et d'élevage. On estime à 4,4 personnes la taille moyenne des ménages. Du fait de la migration des hommes, environ un quart des ménages sont dirigés par des femmes, ce qui leur impose la double charge d'élever les enfants et d'endosser la responsabilité des activités génératrices de revenus. Dans l'ensemble, le programme touchera approximativement 66 000 bénéficiaires.
8. Pour la composante infrastructure, la zone d'intervention du programme comprend les sept *marzer* (régions) de Shirak, Lorri, Tavush, Gegharqunik, Vayots Dzor,

¹ Le RFF est un fonds renouvelable fournissant du capital de refinancement au secteur financier privé en vue de sa rétrocession au secteur de l'agriculture; il a été créé dans le cadre du Programme de développement économique des zones rurales (2005-2009) financé par le FIDA. Le FREDA est un fonds innovant de financement par apport de fonds propres en vue d'investissements dans les industries de transformation des produits agricoles et possédant de solides liaisons en amont et en aval avec les petits exploitants agricoles; il a été créé dans le cadre du Programme en faveur de l'accès des agriculteurs aux marchés (2008-2013) financé par le FIDA. Les deux unités sont viables sur le plan opérationnel.

Syunik et Aragatsotn, où se trouvent les zones de l'Arménie rurale où la pauvreté est la plus fréquente, mais aussi où le potentiel agricole est suffisant pour extraire les bénéficiaires du programme de la pauvreté. Pour ce qui concerne la composante finance rurale, le programme couvre l'ensemble du pays.

B. Objectif de développement du programme

9. Le programme a pour objectif d'ensemble d'améliorer la situation économique et sociale de la population dans certaines zones rurales où la pauvreté est répandue, en créant des possibilités de croissance des revenus et d'emploi durable par le biais du renforcement des systèmes de production agricole et des liaisons en amont et en aval avec les filières des cultures de rente.

C. Composantes/résultats

10. Afin d'atténuer la pauvreté rurale dans diverses régions de l'Arménie, le programme entend: i) accroître l'efficacité des petites exploitations agricoles, des processus de post-production et de la transition des petits exploitants participants vers des cultures de rente à valeur élevée; ii) établir des liaisons entre les industries agroalimentaires et les petits exploitants ruraux pauvres afin d'améliorer leur accès aux marchés nationaux et internationaux et les possibilités d'emploi le long de la filière; iii) accroître la résilience des systèmes de production agricole face à l'irrégularité des précipitations en assurant une amélioration de l'irrigation sur les exploitations; et iv) améliorer les systèmes de sécurité des aliments, la qualité des produits commercialisables et la santé familiale grâce à l'amélioration des systèmes d'alimentation en eau domestique.
11. Le programme comprend quatre composantes: finance rurale; infrastructure hydraulique dans les zones rurales (IHZR); sensibilisation et appui aux paysans; et gestion du programme.
12. **Composante 1 – finance rurale.** La sous-composante 1.1 (refinancement du RFF) injectera dans les institutions financières participantes (IFP) des capitaux à investir par l'intermédiaire du RFF existant doté de 3,5 millions d'USD. Le RFF fournira, par le biais des IFP, ce financement aux petits exploitants et aux petites et moyennes entreprises (PME), afin d'améliorer et d'intensifier leur production, et d'accroître leurs revenus, conformément aux directives en matière d'investissement et opérationnelles du RFF approuvées par le FIDA. La sous-composante 1.2 (investissements du FRED A) apportera du capital d'investissement au FRED A, actuellement doté de 5,2 millions d'USD. Le FRED A investira ces fonds sous forme de capitaux propres, de financement mezzanine et de prêts subordonnés à des sociétés bénéficiaires ayant de fortes liaisons en amont et en aval avec les producteurs ruraux, conformément aux directives en matière d'investissement et opérationnelles du FRED A approuvées par le FIDA. À cela viendra s'ajouter un financement fondé sur un don destiné à un appui technique (environ 2 millions d'USD) aux sociétés dans lesquelles le FRED A investit déjà ou pourrait investir pour développer leurs opérations – y compris en matière de normes de qualité locales ou pour l'exportation – et pour accroître leur impact sur les fournisseurs ruraux et leur personnel.
13. **Composante 2 – IHZR.** La sous-composante 2.1 investira dans l'alimentation en eau des communautés rurales dans les zones de pauvreté des *marzer* choisies, en réponse à la demande. Un montant total d'environ 14,8 millions d'USD a été alloué à cette sous-composante en attendant la réception officielle de demandes de financement satisfaisantes émanant des communautés. La sous-composante 2.2 investira dans la distribution d'eau d'irrigation à petite et moyenne échelle. Un montant normatif d'environ 20,7 millions d'USD a été alloué à cette sous-composante, également en attendant la réception de demandes satisfaisantes. La composante IHZR sera exécutée par l'unité existante d'exécution du programme (UEP) mise en place en 2005 pour gérer le Programme de développement

économique des zones rurales, et qui exécute depuis lors tous les programmes financés par le FIDA en Arménie.

14. **Composante 3 – sensibilisation et appui aux paysans.** Au titre de cette composante, le programme: i) contribuera au processus de choix des sous-projets d'infrastructure et améliorera la sensibilisation des paysans au programme; ii) fournira des services consultatifs et de formation, en matière notamment de commercialisation, d'activités agro-industrielles et de pratiques agricoles améliorées; et iii) fournira une formation en matière de planification commerciale et financière. Les services consultatifs et de formation prévus au titre des points ii) et iii) ci-dessus auront pour cible spécifique les bénéficiaires de la composante infrastructure, et les clients du RFF pour la planification commerciale et financière. Cela développera leur capacité de mieux utiliser les possibilités offertes par l'infrastructure améliorée et par les services financiers, et établira par conséquent une liaison entre les deux composantes et en stimulera les effets de synergie.
15. **Composante 4 – gestion du programme.** Dans le cadre de cette composante, l'UEP sera dotée des crédits nécessaires pour assurer la gestion et le suivi du programme. Le RFF et le FRED A étant viables sur le plan opérationnel, les fonds du programme couvriront uniquement les rémunérations du personnel de l'UEP et ses dépenses de fonctionnement.

III. Exécution du programme

A. Approche

16. Le programme, prévu pour une période de six ans, adoptera les approches et pratiques d'exécution réussies des projets en cours ou précédents financés par le FIDA en Arménie. Les composantes finance rurale et IHZR sont toutes deux axées sur la demande. Par ailleurs, la composante IHZR, compte tenu de l'ampleur réduite des travaux proposés et de leur dispersion géographique, adoptera une approche programmatique pour le choix des sous-projets. Dans tous les cas, les investissements seront soumis aux critères de sélection approuvés par le FIDA et le gouvernement, et énoncés dans le manuel d'exécution du programme.

B. Cadre organisationnel

17. La responsabilité d'ensemble de la planification, la gestion et l'exécution du programme sera attribuée à l'UEP existante, qui a déjà géré et exécuté avec succès tous les précédents programmes financés par le FIDA en Arménie. Comme dans les précédents programmes du FIDA, l'UEP fonctionnera sous l'autorité du Bureau du Premier Ministre par l'intermédiaire d'un comité de pilotage du programme. L'UEP exécutera les composantes IHZR et sensibilisation et appui aux paysans. Pour cette dernière, elle passera des marchés avec des prestataires de services pour l'exécution des activités de ciblage et de formation.
18. La composante finance rurale sera exécutée par le RFF et le FRED A. Le RFF est régi par un cadre réglementaire qui en définit le statut indépendant et la structure de gestion. Il conduit ses opérations de prêt conformément aux directives relatives aux investissements du RFF approuvées par le Fonds.
19. Les activités du FRED A sont régies par les lois et règlements applicables aux fondations en Arménie, et par ses propres statuts. Les statuts du FRED A lui donnent pour mandat de réduire la pauvreté par le biais du développement économique dans l'Arménie rurale. Le FRED A, dirigé par un conseil d'administration, a à sa tête un directeur. Toutes ses décisions d'investissement sont prises de façon indépendante, conformément à ses statuts approuvés, et aux procédures et directives en matière d'investissement approuvées par le Fonds.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

20. **Planification.** La planification détaillée des activités de l'IRFSP sera réalisée par le biais des plans de travail et budgets annuels (PTBA), auxquels participent l'UEP, le FREDa et le RFF. L'UEP est responsable de la préparation du PTBA pour les composantes 2, 3 et 4 tandis que le FREDa et le RFF établiront leurs PTBA respectifs au titre de la composante 1 et les communiqueront à l'UEP, qui en assurera le regroupement.
21. **Suivi-évaluation (S&E).** La structure du système de S&E comprendra trois niveaux: i) suivi des produits; ii) suivi des effets; et iii) évaluation de l'impact. Le suivi des produits comportera le suivi des intrants matériels et financiers, des activités et des produits, tant prévus qu'effectifs. Le suivi des effets consistera à évaluer l'efficacité des produits (par exemple un changement des comportements). L'évaluation de l'impact appréciera les changements mesurés des indicateurs de succès agréés. L'évaluation de l'impact utilise, comme instruments principaux, l'enquête de référence du programme et le rapport d'achèvement du programme (RAP). Le RAP utilisera aussi les informations du suivi des produits et des résultats.
22. L'UEP sera la principale responsable de la coordination de toutes les activités de S&E du programme et du regroupement des informations pertinentes provenant de sources secondaires comme le système de S&E du Projet d'amélioration des systèmes d'irrigation financé par la Banque mondiale et portant sur la performance financière et technique des associations d'usagers de l'eau, et les rapports des prestataires de services auxquels ont été confiés des marchés pour l'exécution de la composante 3.
23. **Apprentissage et gestion des savoirs.** Les activités comprendront: i) des études d'impact consistant en une enquête de référence et un rapport d'achèvement; ii) des études thématiques sur le FREDa, le RFF et l'infrastructure; iii) des campagnes de diffusion d'informations relatives au programme; iv) la préparation de publications et de matériels vidéos pour la diffusion des meilleures pratiques et des enseignements tirés; v) des rapports intermédiaires; et vi) des activités de renforcement des capacités pour le personnel de l'UEP, du RFF et du FREDa.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

24. **Contexte national et note de risque.** Le risque inhérent est considéré comme moyen. Dans l'indice de perception de la corruption publié par Transparency International, la note de l'Arménie s'est améliorée, passant de 2,6 en 2011 à 3,4 en 2012 et à 3,6 en 2013. Les programmes d'examen des dépenses publiques et d'évaluation de la responsabilité financière entrepris en 2008 et 2014 montrent que les systèmes de gestion des finances publiques fonctionnent bien et se sont améliorés au fil du temps. Du point de vue de la gestion financière, le point fort de l'IRFSP est que ses modalités suivront les normes déjà appliquées dans les précédents programmes du FIDA et dont le caractère adéquat a été établi. Évaluée conformément aux directives du FIDA, la note initiale du risque du programme a été jugée faible à condition que les mesures d'atténuation intégrées à la conception du programme soient rapidement mises en œuvre.
25. **Gestion financière.** L'UEP, à laquelle incombe la responsabilité de la gestion financière du programme, tiendra un ensemble complet de comptes conformément aux exigences du FIDA et aux Normes internationales d'information financière. L'UEP établira à intervalles réguliers des rapports financiers intérimaires ainsi que les états financiers annuels du programme, conformément aux normes comptables acceptables pour le FIDA. Toutes les dispositions relatives à la gestion financière seront précisées par l'UEP dans un manuel de procédures financières à approuver

par le Fonds. On prévoit que le Département indépendant d'audit interne du gouvernement exercera la fonction d'auditeur interne du programme.

26. **Comptes.** Les fonds du FIDA seront transférés des comptes de prêt et de don du FIDA vers deux comptes désignés (pour le prêt et pour le don respectivement) libellés en dollars des États-Unis, auprès de la Trésorerie centrale de l'Arménie. Le Ministère des finances ouvrira et maintiendra ces comptes. Les fonds passeront des comptes désignés aux comptes de programme gérés par l'UEP, le FREDa et le RFF en fonction des besoins de l'exécution du programme et conformément aux indications contenues dans le PTBA. Aucun décaissement de fonds ne sera effectué par le FIDA pour le financement de la composante finance rurale tant que les arrangements connexes en matière d'exécution et de gestion financière n'auront pas été dûment formalisés, y compris l'ouverture des comptes nécessaires et la rédaction de directives relatives à l'investissement acceptables pour le Fonds.
27. **Dépenses de démarrage.** Les retraits de fonds relatifs à des dépenses de démarrage au titre de la catégorie "Consultants", encourues avant que ne soient réunies les conditions préalables aux retraits, n'excéderont pas un montant total de 35 000 DTS (approximativement 50 000 USD).
28. **Modalités de vérification externe des comptes.** L'emprunteur désignera, par l'intermédiaire de l'UEP, des commissaires aux comptes indépendants acceptables pour le FIDA et auxquels sera confié un mandat approuvé par le FIDA et conforme aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Chaque année, un état financier vérifié et consolidé concernant la totalité du programme ainsi qu'une lettre de la direction relative aux observations issues de l'audit sur les contrôles internes seront soumis au Fonds dans les six mois suivant la fin de l'exercice budgétaire. En outre, l'emprunteur veillera à ce que les commissaires aux comptes indépendants soient tenus de fournir une assurance sur les procédures de contrôle interne des partenaires d'exécution (le RFF et le FREDa), sur le caractère adéquat de la documentation soumise à l'appui des transferts de fonds pertinents, sur la gestion des comptes du programme, et sur le point de savoir si les ressources du programme ont été utilisées conformément aux directives en matière d'investissement.
29. Les pratiques nationales en matière de passation des marchés sont encore insuffisamment développées, et il n'existe pas de documentation échantillon fonctionnelle dans ce domaine. Par conséquent, les activités financées par le FIDA appliqueront les directives du FIDA en matière de passation des marchés, auxquelles s'ajoutera, le cas échéant, la documentation échantillon de la Banque mondiale en la matière. Il y aura une exception pour la composante finance rurale, où les dépenses comprenant des fonds propres, des investissements mezzanine, des prêts subordonnés et des prêts à des bénéficiaires par l'intermédiaire d'IFP seront encourues par le FREDa et le RFF conformément à leurs directives en matière d'investissement approuvées par le Fonds. Pour ce qui concerne les activités financées par le Fonds de l'OPEP² pour le développement international (Fonds de l'OPEP), le programme suivra les directives du Fonds de l'OPEP en matière de passation des marchés.

E. Supervision

30. Pour le FIDA et le Fonds de l'OPEP, les deux principaux financeurs externes du programme, la responsabilité de la supervision et de l'administration du prêt sera répartie comme suit: le FIDA sera responsable de l'administration de son financement et de la supervision des activités conduites au titre des composantes 1, 3 et 4. Le Fonds de l'OPEP sera responsable de l'administration de son prêt et de la

² Organisation des pays exportateurs de pétrole

supervision des activités conduites au titre de la composante 2. Le gouvernement assumera la responsabilité d'ensemble de l'exécution du programme, par le biais de l'UEP agissant sous les instructions du comité de pilotage du programme.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

31. Les dépenses d'investissement et les charges récurrentes supplémentaires, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, sont estimées au total à 52,8 millions d'USD. Les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers représentent environ 12% des coûts de base du programme. Les fonds alloués à la gestion du programme représentent environ 8% du coût total du programme.

B. Financement du programme

32. Le financement du FIDA atteindra un total de 11,35 millions d'USD, dont 11,00 millions d'USD sous forme de prêt (environ 21% du coût total estimé du programme) et 350 000 USD sous forme de don (0,7%). Un prêt du Fonds de l'OPEP, d'un montant de 25 millions d'USD (47%), sera principalement affecté à la composante IHZR. La contribution du gouvernement sera de 10,1 millions d'USD (19%), dont 3,6 millions d'USD provenant du budget (pour les investissements d'infrastructure) et 6,5 millions d'USD représentant les taxes et impôts non perçus, se rapportant principalement à la composante IHZR. Environ 2,0 millions d'USD sont sollicités auprès d'autres partenaires. Les bénéficiaires apporteront une contribution en espèces de 3,5 millions d'USD (7%) aux investissements d'infrastructure à petite échelle liés au RFF tandis que la contribution des IFP nationales sera de 0,9 million d'USD (2%).

Tableau 1
Coût du programme par composante et par financeur
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Fonds de l'OPEP		Donateur bilatéral attendu (don)		Clients du RFF		Bénéficiaires		Emprunteur/homologue		Emprunteur/homologue		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Finance rurale	8 700	75,2	-	-	-	-	2 001	17,3	875	7,6	-	-	-	-	-	-	11 576	21,9
2. Infrastructure hydraulique dans les zones rurales	-	-	-	-	22 765	63,4	-	-	-	-	3 542	9,9	3 589	10,0	5 993	16,7	35 889	67,9
3. Sensibilisation et appui aux paysans	900	71,4	350	27,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	0,9	1 261	2,4
4. Gestion du programme	1 400	34,1	-	-	2 235	54,4	-	-	-	-	-	-	-	-	472	11,5	4 107	7,8
Total	11 000	20,8	350	0,7	25 000	47,3	2 001	3,8	875	1,7	3 542	6,7	3 589	6,8	6 477	12,3	52 833	100,0

Tableau 2
Coût du programme par catégorie de dépenses et par financeur
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Fonds de l'OPEP		Donateur bilatéral attendu (don)		Clients du RFF		Bénéficiaires		Emprunteur/homologue		Emprunteur/homologue		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Travaux de génie civil	-	-	-	-	20 993	63,3	-	-	-	-	3 316	10,0	3 316	10,0	5 538	16,7	33 164	62,8
2. Biens et matériel	23	83,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	16,7	27	0,1
3. Véhicules	47	83,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	16,7	56	0,1	
4. Assistance technique	279	12,2	-	-	-	-	2 001	87,8	-	-	-	-	-	-	-	-	2 280	4,3
5. Capital d'investissement	8 700	90,9	-	-	-	-	-	-	875	9,1	-	-	-	-	-	-	9 575	18,1
6. Services	843	21,5	350	8,9	1 772	45,2	-	-	-	-	226	5,8	273	7,0	455	11,6	3 918	7,4
7. Charges récurrentes	596	28,5	-	-	1 144	54,8	-	-	-	-	-	-	-	-	349	16,7	2 088	4,0
8. Salaires	513	29,8	-	-	1 091	63,2	-	-	-	-	-	-	-	-	121	7,0	1 725	3,3
Total	11 000	20,8	350	0,7	25 000	47,3	2 001	3,8	875	1,7	3 542	6,7	3 589	6,8	6 477	12,3	52 833	100,0

∞

C. Résumé des avantages et analyse économique

33. Les bénéficiaires directs et les communautés bénéficiaires tireront les avantages suivants du programme: i) autonomisation et formation de la population cible pour lui permettre d'améliorer sa situation socioéconomique et lui offrir une voie de sortie de la pauvreté; ii) amélioration des actifs ruraux décrépis et utilisés de manière inefficace (principalement les systèmes d'irrigation); iii) appui à l'amélioration de la durabilité des institutions arméniennes essentielles œuvrant en faveur des zones rurales, en particulier le RFF et le FREDa; iv) amélioration des revenus et de la qualité de vie de la population cible (avec notamment un ciblage spécial des femmes et des jeunes); et v) avantages économiques pour l'Arménie par le biais de l'augmentation de la production, de la transformation et de l'exportation de produits agricoles.
34. Le taux de rentabilité économique (TRE) de référence des composantes productives de l'IRFSP (finance rurale et IHZR) a été estimé à 14% sur la base d'une actualisation sur 20 ans des coûts et des avantages économiques, et d'hypothèses prudentes. La valeur actuelle nette de référence du flux net des avantages du programme, avec un taux d'actualisation de 10%, est d'environ 1,2 milliard de drams arméniens (3,1 millions d'USD). L'analyse de sensibilité a évalué, avec des résultats satisfaisants, les effets de variations des avantages et des coûts, et pour des retards variables dans la concrétisation des avantages. L'analyse de sensibilité montre que, avec un dépassement des coûts ou une diminution des avantages de 20%, le TRE est de 11%.

D. Durabilité

35. La composante finance rurale est exécutée par le biais du RFF et du FREDa, qui sont tous deux viables sur le plan opérationnel et génèrent des revenus suffisants pour couvrir leurs frais de gestion. La reproduction à plus grande échelle de leurs activités par l'intermédiaire du programme en consolidera la durabilité, tout en leur permettant d'atteindre un nombre encore accru de bénéficiaires.
36. Dans le cadre de la composante IHZR, avant qu'un sous-projet puisse être appuyé par le programme, dans chaque cas, les critères de sélection retenus pour toutes les interventions mettent en évidence la nécessité d'un accord satisfaisant sur les modalités de fonctionnement et de maintenance de futures installations. Pour ce qui concerne l'alimentation en eau, on s'attend à ce que les communautés signent des accords avec les sociétés régionales de distribution de l'eau, ce qui constitue à l'heure actuelle la solution de gestion la plus efficace en Arménie. Pour les périmètres d'irrigation, un rôle semblable sera joué par les associations d'usagers de l'eau régionales.
37. Les agriculteurs tireront des avantages des activités menées au titre de la composante 3 (sensibilisation et appui aux paysans), conçues pour les aider à prendre connaissance de diverses possibilités: assistance offerte par les services de vulgarisation des services nationaux et des projets d'autres donateurs; possibilités de crédit; et formation supplémentaire fournie par le programme en matière de gestion des exploitations et de vulgarisation.

E. Identification et atténuation des risques

38. Le risque principal est que les critères agréés pour l'allocation des fonds de crédit ou des fonds pour l'infrastructure ne soient pas respectés pour des raisons politiques ou autres. Les avantages du programme pourraient, de ce fait, aller à des bénéficiaires extérieurs au groupe cible du FIDA, ou un appui être consenti à des investissements offrant un résultat économique insuffisant. Le second risque important est que les dispositions mises en place pour le fonctionnement et la maintenance des investissements du programme à son achèvement soient inadéquates. Pour atténuer ces deux risques, le programme: i) autonomise les communautés ciblées afin qu'elles participent au processus décisionnel; ii) exige que des relations

contractuelles soient établies avec des sociétés compétentes de distribution de l'eau, dans le cas de l'infrastructure; et iii) fait de modalités adéquates de fonctionnement et de maintenance une condition préalable au financement. Enfin, le programme fournira la formation requise au personnel de l'UEP, du RFF et du FREDa.

39. Il existe également un autre risque, celui d'une interférence politique dans les opérations du RFF et du FREDa. L'expérience, à ce jour, est qu'il n'y a eu aucune interférence politique. Néanmoins, les missions de supervision du FIDA prendront ce risque en compte et, si elles détectent une influence injustifiée, enquêteront et recommanderont les mesures adéquates. Enfin, les bénéficiaires pourraient ne pas avoir une capacité suffisante pour tirer parti des possibilités offertes par les composantes finance rurale et IHZR; ce risque est atténué par l'inclusion de la composante 3, sensibilisation et appui aux paysans, par le biais de la formation et de démonstrations.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

40. La conception du programme est inspirée par les politiques et les stratégies du FIDA en matière de ciblage, d'égalité entre les sexes, de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, et de participation du secteur privé.
41. Le programme vise à accroître les revenus des populations rurales pauvres par le biais de mesures concernant la production et la transformation des produits des cultures de rente, et par des approches innovantes de la réduction de la pauvreté comprenant une amélioration de l'accès à la finance rurale, de l'infrastructure de production, et de la vulgarisation. Plus précisément, la conception de ces mesures est conforme aux politiques pertinentes du FIDA: i) ciblage des femmes et des jeunes; ii) approches participatives pour la planification programmatique; iii) stratégie de reproduction à plus grande échelle des résultats positifs du programme; et iv) analyse de l'impact négatif potentiel sur l'environnement et conception de mesures spécifiques d'atténuation. La note d'examen environnemental et social relative au programme a été élaborée conformément aux Procédures d'évaluation environnementale et sociale du FIDA. Le programme ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement, et a été classé en catégorie B.

B. Alignement et harmonisation

42. La Stratégie de développement durable 2012-2030 adoptée par le gouvernement met l'accent sur le développement du secteur agricole, considéré comme un domaine prioritaire. Dans sa Stratégie de développement agricole 2010-2025, le gouvernement insiste sur la nécessité d'une intensification de l'agriculture et d'une augmentation de la valeur ajoutée de la main-d'œuvre agricole et rurale. Le deuxième document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la Stratégie de développement durable préconise spécifiquement d'améliorer l'approvisionnement en eau des zones rurales.
43. Reproduire à plus grande échelle les approches et les activités appuyant la finance rurale et l'infrastructure et ayant apporté des avantages à la population rurale dans le cadre de précédents programmes du FIDA constitue un moyen efficace de contribuer à la réduction de la pauvreté en Arménie. Le gouvernement a par conséquent manifesté un vif intérêt pour l'inclusion, dans le cadre de l'IRFSP, de composantes couronnées de succès lors de précédentes opérations du FIDA, par l'intermédiaire des unités existantes expérimentées en matière de finance rurale: le RFF et le FREDa, tous deux créés dans le cadre de programmes antérieurs du FIDA.
44. L'IRFSP est un programme complémentaire aux programmes de développement de la BAsD, de la Banque mondiale, de l'USAID et du KfW, et des liaisons et des formes de coopération formelles seront établies, au cours de l'exécution, pour tirer parti des

synergies. La conception du programme s'inspirera, en particulier, de l'expérience d'autres donateurs et investisseurs, et de leurs programmes en cours pour l'appui aux associations d'usagers de l'eau (Banque mondiale) et pour la formation en matière financière (USAID et KfW). À cet effet, l'UEP signera des mémorandums d'accord avec certaines agences complémentaires, avec des projets financés par des donateurs et avec d'autres partenaires d'exécution pertinents, en vue d'établir les principes fondamentaux de la coopération, relatifs notamment à la portée de la coopération, aux membres clés du personnel participant et à leurs fonctions, à la fréquence des réunions, au partage des plans, rapports, études et autres éléments de documentation pertinents, et à l'éventuel appui mutuel au niveau des communautés de base.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

45. Les interventions à reproduire à plus grande échelle incluent l'appui au RFF et au FREDA et le développement de l'infrastructure rurale se concentrant sur l'infrastructure hydraulique – en prenant pour base l'expérience de deux précédents programmes du FIDA en Arménie (Programme de développement économique des zones rurales et Programme en faveur de l'accès des agriculteurs aux marchés). Compte tenu de leur caractère durable et permanent, et de la compétence de leurs dirigeants, le RFF et le FREDA possèdent la capacité inhérente de progresser et de poursuivre leurs activités. Les deux organismes ont une bonne connaissance du cadre national d'exécution.
46. Les autorités centrales et locales, encouragées par les bénéficiaires potentiels, constitueront les principaux éléments moteurs en intervenant par l'intermédiaire de l'UEP, qui a déjà fait la preuve de sa capacité en matière d'exécution de projets d'infrastructure rurale de petite ou moyenne ampleur.

D. Participation à l'élaboration des politiques

47. Le programme encouragera la concertation avec le gouvernement sur les politiques de prêt en milieu rural et les meilleures pratiques connexes, les politiques adéquates en rapport avec les PME, et le développement rural en général. Il interviendra également aux côtés des autorités régionales (par exemple dans le contexte du ciblage des projets d'infrastructures publics). Tout en cherchant les occasions d'appuyer des partenariats stratégiques avec le gouvernement et d'autres organisations de développement en vue de la constitution de réseaux et de la concertation sur les politiques, le programme devrait renforcer les attitudes des parties prenantes et des partenaires, et leur engagement en faveur du ciblage de la pauvreté, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de la sensibilisation et du renforcement des capacités.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

48. Un accord de financement entre la République d'Arménie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
49. La République d'Arménie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
50. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

51. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Arménie un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à sept millions deux cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (7 250 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Arménie un don d'un montant équivalant à deux cent trente et un mille droits de tirage spéciaux (231 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Infrastructure and Rural Finance Support Programme"

(Negotiations concluded on 4 September 2014)

Loan Number:

Grant Number:

Programme Title: Infrastructure and Rural Finance Support Programme ("the Programme")

The Republic of the Armenia (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS:

(A) The Fund has agreed to provide financing to support the Infrastructure and Rural Finance Support Programme in the Republic of Armenia.

(B) The Borrower expects to obtain from the Organisation of the Petroleum Exporting Countries ("OPEC") Fund for International Development ("OFID") financial assistance approximately in the amount of twenty five million United States dollars (USD 25 000 000) to assist on financing the Programme.

(C) The Borrower has invited IFAD to mobilise grant funds from the Global Environment Facility ("GEF") and has provided the necessary endorsement documents therefor. Such grant funds, once available, are expected to be used for a project to be developed in 2015 and mainstreamed within the Programme upon mutual agreement between the Parties. The expected amount of such grant funds would be approximately four million three hundred thousand United States dollars (USD 4 300 000).

(D) The Borrower expects to obtain approximately two million United States dollars (USD 2 000 000) from other donors to assist in financing the Programme.

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is seven million two hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 7 250 000).

B. The amount of the Grant is two hundred and thirty one thousand Special Drawing Rights (SDR 231 000).

2. The Loan is granted on blend terms, with a maturity period of 25 years with a grace period of 5 years, interest rate at 1.25% per annum and a service fee of 0.75% per annum.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD currency of the United States of America.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

5. Payments of principal and service charge (shall be payable on each 1st of February and 1st of August).

6. There shall be two accounts designated to receive funds in advance denominated in USD (Designated Accounts), one for the Loan proceeds (Loan Designated Account) and one for the Grant proceeds (Grant Designated Account), for the exclusive use of the Programme, at the Central Treasury of Armenia. Funds will flow from the Designated Accounts to the Programme Accounts described in paragraph 7 below, operated by the programme implementation unit (PIU), the Fund for Rural Economic Development (FREDA) and the Rural Finance Facility (RFF) as required by Programme implementation and as specified in the Annual Work Plans and Budgets.

7. The Borrower shall open two Programme Accounts in commercial banks acceptable to the Fund: one Programme Account for the Loan and one Programme Account for the Grant in Armenian Dram (AMD). The Borrower shall also open and thereafter maintain a Programme Account in AMD for Government counterpart contributions to the Programme (the "Government Counterpart Programme Account").

7.1 Moreover the Borrower shall cause FREDA and RFF to open and maintain the following accounts in banks acceptable to IFAD:

(a) FREDA: (i) one FREDA Incremental Investment Account in AMD to receive funds from the Loan Designated Account in order to make equity investments in local target companies; and (ii) one FREDA Investment Account in AMD for investment reflows (dividends and income), reinvestments, operating costs and loan service payment to the Borrower.

(b) RFF: (i) two RFF Incremental Credit Accounts, one in USD and one in AMD to receive funds from the Loan Designated Account for purposes of lending in the respective currencies; and (ii) two RFF Revolving Accounts, one in USD and one in AMD for reflows from the lending operations, relending, operating costs and loan service payment to the Borrower.

8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Programme in the equivalent in AMD of USD 3 589 000 for the rural areas water infrastructure (RAWI) component, as well as duties and taxes.

Section C

1. The Lead Programme Agency (LPA) shall be the Republic of Armenia Government Staff Public Administration Institution.
2. The following are designated as additional Programme Parties:
 - (a) RFF as described in paragraph 8.1 of Schedule 1 hereto;
 - (b) FREDA as described in paragraph 8.2 of Schedule 1 hereto.
3. The Programme Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Programme shall be supervised by IFAD except for the RAWI component described in paragraph 8 of Schedule 1, which shall be supervised by the Organisation of Petroleum Exporting Countries Fund for International Development (OFID). The IFAD Loan and Grant shall be administered by IFAD while the OFID loan will be administered by OFID.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement: (a) RFF or FREDA amend their investment guidelines or institutional set up, without having obtained IFAD's prior no objection; and (b) IFAD's and OFID's prior approval has not been received for the selection of any of the sub-projects under the RAWI component financed by OFID under the Programme.

2. (a) The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (i) the Governmental Decree, confirming the PIU as the implementation unit of the Programme, shall have been issued in accordance with paragraph 6 of Schedule 1;
- (ii) The Programme Implementation Manual (PIM) shall have been approved by IFAD; and
- (iii) A Programme Steering Committee (PSC), as described in paragraph 5 of Schedule 1, shall have been established.

(b) The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

No funds will be disbursed under category Investment capital to finance the Rural Finance Component before:

- (i) the PIU has entered into a Framework Agreement with FREDA and the Framework Agreement has received IFAD's non objection;
- (ii) the Borrower has entered into a Memorandum of Understanding with RFF and such Memorandum of Understanding has received IFAD's non objection;

- (iii) the Borrower has entered into Subsidiary Agreement with FREDA and such Subsidiary Agreement has received IFAD's non objection;
- (iv) IFAD has provided no-objection to the investment guidelines of FREDA and RFF respectively as updated with respect to this Programme; and
- (v) IFAD has received documentation evidencing the opening of the FREDA Incremental Investment Account and the two RFF Incremental Credit Accounts as specified in section B paragraph 7.1 above and specifying the names of the persons/titles authorized to operate these accounts.

3. In the case of merger, dissolution or other significant changes to the institutional set up of the PIU, FREDA and RFF, their implementation responsibilities shall be assumed by their successors or other entities acquiring their legal rights and obligations for the purposes of this Agreement, subject to IFAD's prior no objection.

4. This Agreement shall become effective on the date in which the Fund is notified by the Borrower on the completion of the necessary internal procedures required for the entry into force in accordance with the legislation of the Borrower.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Minister of Finance
Ministry of Finance
1 Melik – Adamyan Str.
Yerevan 0010
Republic of Armenia

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

REPUBLIC OF ARMENIA

Authorized Representative

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The Programme shall benefit poor farmers and rural households that cultivate crops in the command area of obsolete or inefficient irrigation schemes. The target group for the rural finance component will be poor farm families and actual and potential proprietors and employees of micro, small and medium-sized agricultural and rural enterprises, with particular attention being given to the economic development of poor rural women and youth. The geographic area for implementation of the infrastructure component will be the following seven administrative divisions of the Borrower's territory (marzes) of Shirak, Lori, Tavoush, Gegharqunik, Vajots Dzor, Sjunik and Aragatsotn, whereas the area of implementation of the rural finance component will be countrywide with special focus to the geographic area of the infrastructure component (the "Programme Area").

2. *Goal.* The goal of the Programme is to improve the economic and social status of the population in the Programme Area where poverty is prevalent by generating income growth and sustainable employment opportunities through strengthening the agricultural production systems and the forward and backward linkages of value chains promoted by the Programme.

3. *Objectives.* The objective of the Programme is supporting the Target Population by: (i) increased efficiency of small scale farming, post production processes and transition by participating smallholders to growing high value cash crops; (ii) creation of linkages between agroprocessing facilities and poor rural smallholders to enhance their improved access to domestic and international markets and employment opportunities; (iii) improved resilience of agricultural production systems to fluctuations in rainfall levels; and (iv) upgrading food safety and family health.

4. *Components.* The Programme shall consist of the following Components:

4.1 Rural Finance component. This component consists of:

- (i) RFF Refinancing. The Programme shall provide through the RFF funds to participating financial institutions, to be channeled as loans to smallholders and small medium enterprises for improvement and enhancement of their operations and for increasing their income.
- (ii) FREDA Investments. The Programme shall support through FREDA the provision of investments and subordinated loans as well as various types of management and technical support to private small and medium scale companies within agricultural value chains with strong links to poor rural producers.

4.2 Rural areas water infrastructure (RAWI) component. This component consists of:

- (i) Rural Community Water Supplies (CWS). The Programme shall provide on a demand based programmatic basis drinking water as well as water for livestock or for staple food production in small household plots.
- (ii) Small and Medium Scale Irrigation Distribution (SMSID). The Programme shall finance on a demand based programmatic basis the construction or rehabilitation of tertiary irrigation infrastructure to improve the efficiency of

water distribution with the aim of increasing the productivity of irrigated smallholder plots.

4.3 Farmer Awareness and Support component. This component shall (i) support the preparation of social and agronomic monographs to support RAWI sub-project selection; (ii) improve farmer awareness by empowerment; (iii) develop farmers' capacity through training to fully capitalise on the opportunities offered by the improved infrastructure being provided by the Programme including for women heads of households and Youth and (iv) provide training in business and financial planning.

4.4 Programme Management component. This component shall cover the salary and operating costs of the PIU over the Programme period including capacity building and PIU staff development activities, start-up workshop, annual review and planning workshops, outcome and impact monitoring, baseline survey and final impact surveys as well as studies relevant for Programme implementation.

II. Implementation Arrangements

A. General

5. *Programme Steering Committee (PSC)*. A Programme Steering Committee with a composition acceptable to the Fund shall be established. The PSC shall have the overall responsibility for management and implementation of the Programme and shall report to the LPA.

6. *Programme implementation unit (PIU)*. A Governmental Decree shall be issued to confirm that the current PIU of the Rural Assets Creation Programme (RACP), partially financed by the Fund through a Programme Financing Agreement dated 30 November 2010, shall have the overall responsibility for the administrative, financial and operational responsibilities of the Programme. The PIU will operate under the authority of the LPA and under the Programme Steering Committee.

7. *Programme Implementation Manual (PIM)*. The Programme will be implemented according to a Programme Implementation Manual, the terms of which will be subject to IFAD's no objection. The PIM shall include, among other things:

- (a) Financial management and reporting arrangements including financial reporting, internal controls, fixed asset management and audit arrangements; and
- (b) Procedures for selection and approval of RAWI sub-projects.

B. Component Management

8. *Rural Finance component*

8.1. RFF Refinancing Sub component. This subcomponent shall be implemented by the RFF which is a separate, independent unit within the structure of the PIU, and successor of the independent unit established by the Borrower under the Rural Areas Economic Development Programme financed by an IFAD loan. The RFF is governed by a regulatory framework that delineates the RFF's independent status and management structure, and which is subject to IFAD's approval. RFF conducts its lending operations in accordance with the RFF Investment Guidelines, which are subject to IFAD's approval.

- (a) Loan Committee. A Loan Committee with a composition acceptable to the Fund shall be established. The Loan Committee shall have the overall

responsibility for approval of loan applications pursuant to the regulations of the RFF Investment Guidelines.

- (b) Composition. RFF is headed by the RFF Director, with a complement of appropriate staff, nominated by the RFF Director for formal appointment in accordance with national legislation, subject to the prior approval by IFAD.
- (c) RFF Director. The RFF's Director shall have full and exclusive capacity and powers to manage the RFF's operations and resources in accordance with its regulatory framework and the RFF Investment Guidelines. Appointment and dismissal of the RFF Director is subject to the prior approval of IFAD.
- (d) Tripartite Agreement. The Borrower shall enter into a Tripartite Agreement with the RFF and each PFI, which shall set forth, among other things, the terms and conditions under which the proceeds of the Loan shall in part be transferred through the RFF to the Participating Financial Institutions as financing in pursuance of Programme objectives.
- (e) Memorandum of Understanding. The Borrower shall enter into a Memorandum of Understanding with the RFF to stipulate the conditions on which the proceeds of the Loan shall be made available to the RFF. The Borrower shall provide the proceeds of the Loan to RFF in USD. RFF shall pay 2% interest to the Borrower on the outstanding balance of such proceeds received from the Borrower.
- (f) The RFF Revolving Accounts. The RFF shall maintain Revolving Fund Accounts into which all net revenues from loans extended to Programme beneficiaries financed (directly or indirectly) by the Loan shall be deposited. Several Revolving Accounts may be established to keep the payments of amortizations and interest from loans in separate accounts. The RFF shall use the Revolving Fund Accounts to fund further credits to Programme beneficiaries in accordance with this Financing Agreement until all Loan service payments have been made unless otherwise determined by the Borrower and the Fund. For the purposes of this Paragraph "net revenues" means all repayments of principal and all payments of interest, less reasonable operating and other costs.

8.2. Sub component FRED A. This subcomponent shall be implemented by FRED A, which is a foundation established under the Farmer Market Access Programme financed by an IFAD loan. FRED A's activities are governed by the laws and regulations applying to foundations in Armenia, and by its own Statutes. FRED A's Statutes, subject to approval by the Fund, outline that its purpose is poverty reduction through economic development in rural Armenia and that it can make profits from individual investments in companies as long as it re-invests its surpluses into new investments in rural areas.

- (a) FRED A Board of Trustees. FRED A is governed by a Board of Trustees comprising: Government representation and highly professional private sector participants, including financial sector, legal, marketing, business and rural development experts. These private sector representatives will constitute the majority of the members of the Board of Trustees. The Board of Trustees will provide the overall policy and strategic guidance for FRED A. The Borrower nominates the members of the Board of Trustees with the prior approval of IFAD. While the Borrower nominates FRED A's Board members FRED A, under FRED A's Director, shall have complete independence to operate according to its approved Statutes.

- (b) **Composition.** FREDa is headed by the FREDa Director, with a complement of appropriate staff, recruited by the FREDa Director subject to the prior approval of the Fund. The FREDa Board of Trustees shall appoint the FREDa Director. Appointment and dismissal of the FREDa Director is subject to the prior approval of IFAD. The FREDa Director shall have qualifications and experience acceptable to IFAD. The responsibilities shall include the overall leadership, guidance and management for the implementation of FREDa, in accordance with the provisions of this Financing Agreement, FREDa Statutes and the FREDa Subsidiary Agreement. The Director of FREDa will act as secretary to the Board of Trustees.
- (c) **Investments.** All FREDa investment decisions shall be undertaken independently, in accordance with its approved Statutes and with the with FREDa's investment procedures and guidelines approved by IFAD. Investment decisions shall be made by a professional investment committee nominated by the Board of Trustees, and be approved by IFAD. The majority of the members of the investment committee shall be external experts. The FREDa investments will ultimately be used for goods, works and services as specified in FREDa's investment guidelines and procedures.
- (d) **The FREDa Subsidiary Agreement.** The Borrower and FREDa shall enter into a FREDa Subsidiary Agreement, which shall set forth, among other things, the terms and conditions under which the proceeds of the Loan shall in part be transferred by the Borrower to FREDa in pursuance of Programme objectives. The Borrower shall provide the proceeds of the Loan for implementation of the FREDa operations to FREDa in Armenian Dram. FREDa shall pay 3% interest to the Borrower on the outstanding balance of such proceeds received from the Borrower.
- (e) **The PIU shall enter into a Framework Agreement with FREDa setting forth the terms and conditions for cooperation between the PIU and FREDa in pursuance of Programme objectives, subject to prior approval by IFAD.**
- (f) **The FREDa Revolving Account.** The FREDa shall maintain a Revolving Fund Account into which all net revenues from FREDa's investments shall be deposited. FREDa shall use the FREDa Revolving Fund Account to fund further investments in accordance with this Financing Agreement until all Loan service payments have been made unless otherwise determined by the Borrower and the Fund. For the purposes of this Paragraph "net revenues" means all revenue from investments, less FREDa's reasonable operating and other costs.

8.3. Rural areas water infrastructure (RAWI) component. This component shall be implemented by the PIU. The PIU will ensure overall quality and promote the introduction of appropriate technologies in the implementation of the Project's infrastructure investments. A programmatic approach will be adopted where Programme works will not be pre identified before the start of the operation but will be selected on a periodic basis during implementation based on criteria agreed between the Fund and the Borrower and demand by participating communities. Said criteria are included in the PIM, and any amendment proposed in light of implementation experience to the procedures set in the PIM shall be subject to IFAD's no objection.

8.4. Farmer Awareness and Support component. The PIU shall select, in compliance with IFAD's procurement guidelines, an Extension Service Provider or Providers to (i) support the identification process for RAWI investments; (ii) improve farmer awareness by empowerment; (iii) provide advisory services and training; and as further set out in the

PIM. The PIU shall also select, in compliance with IFAD's procurement guidelines, a Financial Literacy Service Provider to conduct training in financial literacy.

The PIU shall establish local working groups at the marzes level as needed to bring together different parties involved in farmer outreach in different marzes to facilitate the exchange of views and provide a sounding board for the activities conducted by Service Providers.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage net of tax, government and client contribution
I. Goods and Services including Equipment	540 000	231 000	100%
II. Vehicles	30 000		100%
III. Consultancies	175 000		100%
IV. Investment Capital 1 (RFF)	2 190 000		100%
V. Investment Capital 2 (FREDA)	3 255 000		
VI. Operating cost	375 000		32%
VII. Salaries and Allowances	325 000		32%
Unallocated	360 000		
TOTAL	7 250 000	231 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Category I "Goods and Services including Equipment" means Eligible Expenditures related to office equipment for the PIU under the Programme management component and eligible expenditures related to Farmer awareness training (including service provider fees) to be incurred by the procured service providers under the Farmer Awareness and Support component.

Category II "Vehicles" means Eligible Expenditures related to Vehicles for the PIU under the Programme Management component.

Category III "Consultancies" means Eligible Expenditures related to studies, technical assistance and other advisory services, to be incurred by the PIU under the Programme Management component.

Category IV and V "Investment Capital" means Eligible Expenditures related to i) investment capital for refinancing to be incurred by RFF in accordance with their credit guidelines as approved by the Fund and ii) equity, and mezzanine investments and subordinated loans to be incurred by FREDA in

accordance with their Investment guidelines as approved by the Fund under the Rural Finance component.

Category IV "Operating cost" means Eligible Expenditures related to recurrent costs under the Programme.

Category VII "Salaries and Allowances" means Eligible Expenditures related to salaries and allowances of the PIU staff.

2. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs under the Category "Consultancies" incurred before the satisfaction of the conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of SDR 35 000 (approximately USD 50 000).

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account and the Grant Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. *Fraud and corruption.* The Borrower shall promptly bring to the attention of the Fund any allegations or concerns of fraud and/or corruption in relation to the implementation of the Programme of which it has knowledge or become aware.
2. *External Auditors.* The Borrower, through the PIU, will appoint independent auditors acceptable to IFAD, under the terms of reference cleared by IFAD, and in line with the IFAD Guidelines for Project Audits. An audited annual consolidated financial statement for the entire Programme, together with a management letter on audit observations on internal controls, shall be submitted to the Fund within six (6) months of the fiscal year end. Moreover, the Borrower shall ensure that the financial statements of RFF and FREDa are audited annually by independent auditors acceptable to IFAD in accordance with International Standards on Auditing (ISA) and that these audits are submitted to IFAD within six months after the end of the Borrower's fiscal year. In this regard, the Borrower shall also ensure the following: a) the independent auditors are required to provide an assurance on the internal control procedures employed by FREDa, the adequacy of the documentation in support of relevant fund transfers, operation of the investment accounts and whether Programme resources have been used in accordance with the FREDa investment guidelines as approved by the Fund and with this Agreement; and b) the independent auditors are required to provide an assurance on the internal control procedures employed by RFF, the adequacy of the documentation in support of relevant fund transfers, operation of the credit and revolving accounts and whether Programme resources have been used in accordance with the RFF investment guidelines as approved by the Fund and with this Agreement.
3. *Use of Programme Vehicles and Other Equipment.* The Borrower shall ensure that:
 - (a) all vehicles and other equipment procured under the Programme are allocated to the Programme Parties for Programme implementation;
 - (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Programme are appropriate to the needs of the Programme; and
 - (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Programme are dedicated solely to Programme use.
4. *Insurance of Programme Personnel.* The PIU shall insure Programme personnel against health and accident risks to the extent consistent with its customary practice in respect of its national civil service.
5. The salaries of FREDa, RFF and PIU staff shall be set at levels that attract and retain competent personnel in line with the estimates of the Programme design.
6. *Tax Exemption.* IFAD loan and grant proceeds shall not be used for social security charges for Programme staff to the Social Security Fund.

7. The Borrower shall ensure that all investment capital for refinancing to be incurred by RFF and equity, and mezzanine investments and subordinate loans incurred by FREDA shall be disbursed from the FREDA Incremental Investment Account and RFF Incremental Credit Accounts and repaid to the FREDA Investment Account and RFF Revolving Accounts operated by FREDA and RFF respectively.

8. At all times during the Programme Implementation Period the Borrower shall ensure that all civil works, equipment and services procured for the purposes of the Programme financed from the IFAD loan and grant proceeds shall be exempted from any custom duties or taxes.

9. IFAD and OFID shall approve the selection of specific subprojects of the RAWI component according to the criteria described in the PIM during the Programme Implementation Period

Logical framework

	Indicators	Means of Verification	Assumptions
GOAL			
Improved living standards and economic prospects among the IFAD target group in the rural population in the Programme area.	<ul style="list-style-type: none"> • 15% increase in value of household assets for target population participating in Programme activities by end PY6 (RIMS 3rd level). • 5% reduction in the prevalence of malnutrition for children for target population by end PY 6 in the Programme Area (RIMS 3rd level). 	<ul style="list-style-type: none"> • Government: national statistics, other public socio-economic surveys, including health sector surveys. • Programme M&E. • Programme completion report. 	<ul style="list-style-type: none"> • Government maintains and pursues pro-poor policies. • No severe economic shocks.
DEVELOPMENT OBJECTIVE			
(i) Increased incomes and assets generated by small-scale producers, and small and medium sized agricultural product processors providing impact on poverty groups. (ii) Improved quality of life of target population.	<ul style="list-style-type: none"> • 20% increase in income for target households participating in the Programme activities resulting from investments by end PY 6. • 1 500 ha of land under high value cash crops by end PY6. 	<ul style="list-style-type: none"> • Baseline and follow up surveys. • Programme M&E. • FRED A investee company records. 	<ul style="list-style-type: none"> • No deterioration in the macroeconomic situation.
OUTCOME 1: Rural Finance			
Investments by producers, small and medium sized agricultural product processors and service providers into productive assets along the value chains increased including improved access to domestic and international markets created enables a move out of poverty.	<ul style="list-style-type: none"> • Improved access of the poor to financial services by end PY6 (RIMS 2nd level); proxy: 850 active borrowers of loans below US\$5,000 (tied to agricultural production price index 2013) by PY6. • 1 450 employment opportunities full time job equivalent provided by end PY6 (RIMS 2nd level). 	<ul style="list-style-type: none"> • Baseline and follow up surveys. • Market studies. • FRED A investee company records. • RFF and participating financial institutions' records. • Farmer organisation records. • Programme M&E. 	<ul style="list-style-type: none"> • No deterioration/ improvement in investment climate as a result of financial sector policy and regulatory framework. • Absence of political interference in operation of FRED A and the refinancing facility. • Financial institutions willing and able to address the needs of the intended target groups.
Output 1			
RFF provided with additional financing capital and investing it through financially viable participating financial institutions in providing financial services having a direct and indirect impact on target group.	<ul style="list-style-type: none"> • Value of gross loan portfolio US\$3.5 million by end PY6 (RIMS 1st level). • Portfolio at risk kept at below 10%. • 1,700 active borrowers by PY 6 (RIMS 1st level). • 18 PFIs in the Programme by end of PY6 (RIMS 1st level). 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme M&E. • Records from participating financial institutions. • RFF records. 	
Output 2			
FRED A provided with additional investment capital leading to identification and strengthening of processors and service providers with strong backward and forward linkages to target group.	<ul style="list-style-type: none"> • 12 companies supported by FRED A by end PY4. • Increase of farmers selling produce to FRED A investee companies from 800 to 1,500 by end of PY6. 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme M&E. • FRED A investee company records. 	

OUTCOME 2: Rural Areas Water Infrastructure			
Improved rural water infrastructure permits farmer families to have more effective and efficient irrigation infrastructure and better health from improved water supplies.	<ul style="list-style-type: none"> Effectiveness of productive infrastructure on 3,200 ha of farmland increased through improved irrigation efficiency by end PY6 (RIMS 2nd level); proxy: 20 per cent increase in volume of water saved (in m³) by end PY6. Likelihood of sustainability of social infrastructure (RIMS 2nd level); proxy: 100 per cent of water fees collected from all completed drinking water systems. 13,300 HH reached by end PY 6. 	<ul style="list-style-type: none"> Programme M&E and impact assessments. WUAs. 	<ul style="list-style-type: none"> Appropriate operation and maintenance of irrigation schemes.
Output 1			
Modernized irrigation schemes permit target farmers to upgrade yields and value of crop production.	<ul style="list-style-type: none"> 3,200 ha farmland under irrigation schemes constructed and/or rehabilitated benefiting 4,500 HH by end PY6 (RIMS 1st level). 500 ha land under irrigation schemes for household plots constructed and/or rehabilitated benefiting 3,100 HH by end PY6 (RIMS 1st level). 	<ul style="list-style-type: none"> Programme M&E Database. 	
Output 2			
Improved community water supplies to reduce family health problems and permit higher value added of production through using clean water.	<ul style="list-style-type: none"> Drinking water systems constructed/rehabilitated for human needs and livestock in 25 communities benefiting 5,700 HH (RIMS 1st level) by the end of PY6. 250 ha household plots under irrigation schemes constructed and/or rehabilitated benefiting 1,500 HH by end PY6 (RIMS 1st level). 32 small rural businesses using improved water supplies. 	<ul style="list-style-type: none"> Water Company Records. Programme M&E Database. 	
OUTCOME 3: Farmer Awareness and Support			
Farmer and producer capacity for modern production methods upgraded by training and support from IRFSP.	<ul style="list-style-type: none"> 5,000 HH adopting recommended technologies by end PY6 (RIMS 2nd level). 2,500 ha of land put under production with recommended technologies by end PY6 (RIMS 2nd level). 	<ul style="list-style-type: none"> Service Provider records. M&E and impact assessments. 	<ul style="list-style-type: none"> Willingness of target population to participate in collective action to improve production and marketing opportunities.
Output 1			
Dissemination of information to potential beneficiaries about the opportunities offered by the Programme, and other accessible support opportunities.	<ul style="list-style-type: none"> 3,000 booklets and technical manuals distributed. 24 video materials produced. 13,300 HH reached with information dissemination campaigns. 	<ul style="list-style-type: none"> Service Provider records. Programme M&E Database. 	
Output 2			
Training in modern farming methods, marketing, professional skills and entrepreneurship	<ul style="list-style-type: none"> 700 men and 300 women trained in financial services (RIMS 1st level). 1,400 women and 1,400 men trained in crop production and technologies (RIMS 1st level). 3,400 women and 3,400 men trained in crop production and technologies (in connection with demonstration plots) (RIMS 1st level). 3,100 women and 3,100 men trained in crop production and technologies (young farmers) (RIMS 1st level). 72 trainers trained. 	<ul style="list-style-type: none"> Service Provider records. Programme M&E Database. 	